



Entrée en vigueur des nouveaux taux de l'usure au 1^{er} avril 2011

La loi du 1^{er} juillet 2010 portant réforme du crédit à la consommation, dite loi Lagarde, a modifié les modalités de fixation du seuil de l'usure pour les crédits aux particuliers autres que les crédits immobiliers. Les catégories d'opérations concernées sont définies, à compter du 1^{er} avril 2011, à raison du montant des prêts (montant inférieur ou égal à 3000 €, montant supérieur à 3000 € et inférieur ou égal à 6000 €, montant supérieur à 6000 €), selon les modalités précisées par l'arrêté du 22 mars 2011.

Il faut rappeler qu'un prêt usuraire est défini comme tout prêt conventionnel consenti à un taux effectif global (TEG) qui excède, au moment où il est consenti, de plus du tiers le taux effectif moyen pratiqué au cours du trimestre précédent par les établissements de crédit. Rappelons également que les taux effectifs moyens déterminés et les taux usuraires sont calculés sur une base trimestrielle par la Banque de France. Ils sont publiés au Journal Officiel dans la seconde quinzaine du dernier mois de chaque trimestre civil et sont également consultables sur le site internet de la Banque de France.

La réforme vise à supprimer le biais qui existait en faveur des crédits renouvelables, dont le seuil de l'usure était plus élevé que celui des prêts amortissables. L'effet majeur attendu est le développement d'une offre accrue pour les petits crédits amortissables d'un montant inférieur ou égal à 3000 €.

La loi Lagarde a également prévu des mesures transitoires pouvant être mises en œuvre, pour une période ne pouvant excéder huit trimestres consécutifs. Pendant cette période de transition, les seuils de l'usure seront calculés pour sept catégories d'opérations, conformément à l'arrêté du 22 mars 2011 portant mesures transitoires pour la détermination des taux de l'usure pour les prêts n'entrant pas dans le champ d'application des articles L. 312-1 à L.312-3 du code de la consommation.

En organisant un passage progressif des anciens taux de l'usure vers les nouveaux taux de l'usure, la période transitoire doit permettre aux prêteurs de faire évoluer leur offre sans créer à court terme de risque pour l'accès au crédit.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Mécanisme européen de stabilité

Le 21 mars 2011, les ministres des Finances de la zone euro sont parvenus à un accord sur les principes du futur Mécanisme européen de stabilité (MES) appelé à remplacer le fonds européen de stabilisation financière à la mi-2013. Ce nouvel instrument intergouvernemental a pour objet de refinancer les Etats membres, il bénéficiera d'une garantie de 500 milliards d'euros apportée par l'ensemble des Etats.

Mayotte : 101^e département français et 5^e DOM

Le 31 mars 2011, l'archipel de Mayotte est devenu le 101^e département français et le 5^e département d'outre-mer, lors de l'installation du nouveau Conseil général de la collectivité issu des élections cantonales des 20 et 27 mars 2011. Le président du Conseil Général, Daniel Zaidani, a été élu le 3 avril 2011. La départementalisation de Mayotte se fera progressivement sur plusieurs années. Mayotte devient la première collectivité unique d'outre-mer exerçant les compétences de département et de région d'outre-mer.

Dossiers législatifs

1 – Incidents de paiement de chèques

Le décret n° 2011-243 du 4 mars 2011 portant modification des dispositions du code monétaire et financier relatives aux incidents de paiement de chèques a été publié au Journal Officiel de la République du 6 mars 2011.

2 – Entrepreneur individuel à responsabilité limitée

L'ordonnance n° 2011-322 du 24 mars 2011 portant extension et adaptation en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna, à Mayotte, à Saint-Pierre-et-Miquelon, à Saint-Barthélemy et à Saint-Martin de la législation relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée a été publiée au Journal Officiel de la République du 25 mars 2011.

3 - Réforme du crédit à la consommation

Le décret n° 2011-304 du 22 mars 2011 déterminant les modalités du remboursement minimal du capital emprunté à chaque échéance pour les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel du 23 mars 2011.

4 - Fichier des comptes d'outre-mer

Le décret n° 2011-358 du 30 mars 2011 modifiant les dispositions du livre VII du code monétaire et financier relatives aux comptes bancaires a été publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2011.

Publications

1 - L'utilisation du chèque en France

Le rapport réalisé par Edgar, Dunn & Company pour le Comité consultatif du secteur financier est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/sommaire-utilisation-cheque.htm>

2 - Saint-Pierre-et-Miquelon

Rapport d'information des sénateurs Cointat et Frimat fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale. Le rapport n° 308 est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr>

3 – Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT)

Le GAFI (Groupe d'action financière) a achevé et adopté la troisième évaluation mutuelle du système LBC/FT de la France. La synthèse du rapport est disponible en téléchargement à l'adresse suivante : <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/4/0/47221103.pdf>

Publications IEDOM

L'année 2010 à la Martinique, à La Réunion, à Mayotte, en Guyane, en Guadeloupe, à Saint-Pierre-et-Miquelon

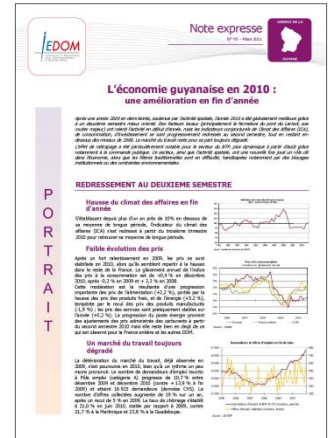
Dans la collection Note expresse série « Portrait », n° 92, 93, 94, 95, 96 et 97. Ces études sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet : www.iedom.fr

Bilan économique annuel de la Guyane

Après une année 2009 en demi-teinte, soutenue par l'activité spatiale, l'année 2010 a été globalement meilleure grâce à un deuxième semestre mieux orienté. Des facteurs locaux (principalement la fermeture du pont du Larivot, axe routier majeur) ont ralenti l'activité en début d'année, mais les indicateurs conjoncturels de Climat des Affaires (ICA), de consommation, d'investissement se sont progressivement redressés au second semestre tout en restant en-dessous des niveaux de 2008. Le marché du travail reste pour sa part toujours dégradé.

L'effet de rattrapage a été particulièrement notable pour le secteur du BTP, plus dynamique à partir d'août grâce notamment à la commande publique. Ce secteur, ainsi que l'activité spatiale, ont une nouvelle fois joué un rôle clé dans l'économie alors que les filières traditionnelles sont en difficulté, handicapées notamment par des blocages institutionnels ou des contraintes environnementales.

Ces éléments sont détaillés dans la dernière note publiée par l'IEDOM dans la nouvelle rubrique « Portrait » : « L'économie guyanaise en 2010 ». Celle-ci, ainsi que les bilans annuels des autres départements et collectivités d'Outre-mer, sont disponibles au téléchargement sur notre site Internet www.iedom.fr ou par simple demande à l'adresse : etudes@iedom-guyane.fr. Vous pouvez également vous abonner gratuitement à nos publications périodiques (bulletin trimestriel de conjoncture économique ou financière, lettre mensuelle...) au format PDF à la même adresse.



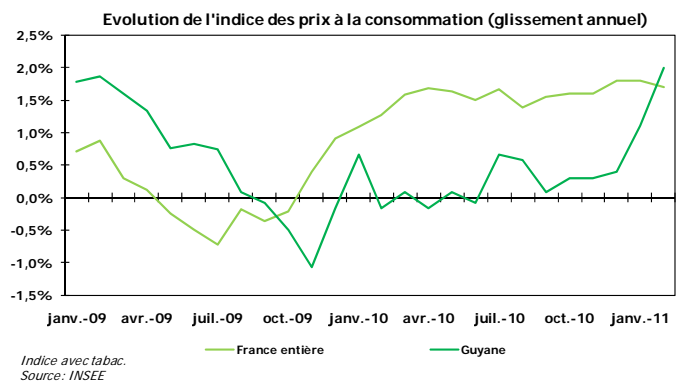
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation enregistre une légère hausse sur le mois de février 2011 (+ 0,3 %). Hormis les services (- 0,1 %), tous les principaux postes sont en progression : + 0,3 % pour l'alimentation et pour les produits manufacturés, et surtout + 2,8 % pour l'énergie, suite à une réévaluation des prix administrés des carburants courant février.

Sur un an, l'inflation progresse (+ 2,0 % contre + 1,1 % en janvier). A nouveau, cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation des prix des produits pétroliers (+ 18,3 %) et ceux des produits frais (+ 11,7 %). Quoique d'un ampleur bien moindre, les prix des services enregistrent également une hausse (+ 1,7 %).

Cette progression des prix sur un an reste en-deçà des évolutions dans les autres DOM : + 3,2 % à la Guadeloupe, + 3,1 % à la Martinique, + 2,7 % à la Réunion. Ce décalage s'explique par une plus forte augmentation des prix pour les postes « énergie » et « services » dans les autres géographies, malgré une hausse des prix des produits frais bien plus importante en Guyane que dans le reste de la France. Pour la première fois depuis septembre 2009, la progression des prix guyanais dépasse celle de l'ensemble de la France (+ 1,7 %), où les prix de l'alimentation notamment restent quasi-stables (+ 0,3 % sur un an).



Emploi

Après une nette progression le mois dernier, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) recule en février 2011 (- 1,4 %¹ sur le mois, contre + 0,7 % en moyenne par mois sur 2010). Le chômage de longue durée² poursuit sa progression (+ 1,2 % sur le mois après CVS). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi enregistre une nouvelle hausse (+ 11,9 %). Le nombre d'offres d'emploi entrées est toutefois en forte augmentation par rapport à février 2010 (+ 76,0 %), principalement grâce à l'enregistrement d'offres d'emploi durables.

Commerce extérieur

En janvier 2011, les importations de biens enregistrent sur un an une augmentation de 21,5 % en valeur, portée notamment par les entrées de produits agroalimentaires (+ 42,4 %) ou par certains biens d'équipement. En parallèle, les exportations de biens reculent de 37,9 % sur un an ; ce résultat est toutefois à relativiser car le mois de janvier 2010 constituait un « gros » mois compte tenu de réexports liés au secteur spatial (« produits informatiques et électroniques »).

BTP

En cumul à février 2011, les ventes de ciment affichent une forte progression de 54,0 % sur un an, les ventes du début 2010 ayant été très affectées par la fermeture du pont du Larivot. Plusieurs commandes importantes ont permis de soutenir l'activité du BTP en ce début d'année 2011, notamment la réfection du quai n°1 de Dégrad-des-Cannes, la construction de logements sociaux à Saint-Laurent-du-Maroni ou encore d'une centrale photovoltaïque à Kourou.

Ventes de véhicules

En janvier 2011, les ventes de véhicules neufs aux particuliers progressent de 10,2 % sur un an, s'établissant à 356 véhicules. Les ventes de véhicules utilitaires et de véhicules d'occasion suivent la même tendance, à respectivement + 17,9 % et + 53,2 %.

¹ Evolution après CVS.

² Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A, B et C.

Carburants

L'arrêté préfectoral n°504 du 31 mars 2011 fixe, à compter du 1^{er} avril 2011, le prix de détail des carburants à 1,60 € / litre pour l'essence (soit une hausse de 6 centimes), et 1,49 € / litre pour le gazole (soit une hausse de 8 centimes).

Différents facteurs expliquent ces évolutions : l'augmentation du cours du baril en raison du contexte international tendu (le prix moyen du baril de pétrole brut progressant de 13 % entre février et mars 2011), et l'augmentation des prix du fret (+ 40 % sur le mois).

Elections cantonales

Les 20 et 27 mars 2011 avaient lieu les élections cantonales. En Guyane, le Président sortant à la tête du Conseil général, Alain Tien-Long (sans étiquette, divers gauche), a été réélu le 31 mars 2011. Neuf cantons étaient à renouveler. Dans quatre cantons, le conseiller général a été élu au 1^{er} tour (Iracoubo, Roura, Mana, Approuague-Kaw³). L'abstention, en adéquation avec la tendance nationale, a été massive avec un taux atteignant 64,3 % au premier tour et 58,6 % au second.

Finances publiques

Le budget primitif 2011 de la Région Guyane a été voté le 2 mars 2011. Il s'établit à 154,8 M€, soit une hausse de 11,5 % par rapport à 2010. 15 % du budget sont consacrés aux dépenses de gestion, 8 % au remboursement de la dette. Le reste représente des dépenses dans des domaines traditionnels d'intervention de la Région notamment : formation et apprentissage (36 % du budget) ; aménagement du territoire (20 % du budget, répartis entre désenclavements numérique et aérien, mais aussi maintenance et développement du réseau routier) et développement économique (10 %).

Gestion de l'eau

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Eau, un séminaire était organisé le 22 mars 2011 par la Communauté de Communes du Centre Littoral (CCCL) sur le thème « L'eau pour les villes, répondre au défi urbain ». A cette occasion, la CCCL a évoqué son projet d'une nouvelle usine d'eau à Matiti qui captera l'eau du fleuve Kourou et viendra compléter la capacité de l'usine de la Comté. Les travaux devraient débuter avant fin 2011. Par ailleurs, l'interconnexion du bourg de Roura avec le réseau de la Comté est à l'étude.

Agriculture

Une délégation guyanaise, composée entre autres du Président de Région M. Alexandre, de membres de l'Agence régionale de développement et du Sénateur-Maire de Mana, M. Patient, s'est rendue à Agen (Lot-et-Garonne) dans le cadre d'une mission d'étude sur le développement de l'agriculture et de l'industrie agroalimentaire (IAA) en Guyane. Les décideurs guyanais souhaitent mettre en place un pôle agroalimentaire à Mana en raison du potentiel agricole de l'ouest guyanais et de la nécessité de limiter la dépendance alimentaire de la Guyane. Dans cette optique, ils ont visité les infrastructures de l'Agropole d'Agen, unique technopôle français spécialisé dans les IAA. Une convention de partenariat et d'accompagnement technique entre l'Agropole et la Région Guyane devrait être finalisée en juin 2011.

Secteur spatial

Le 30 mars 2011, Ariane 5 devait mettre en orbite deux satellites de télécommunications, mais le tir a avorté. Le moteur cryogénique Vulcain, qui venait de s'allumer, s'est éteint quelques secondes plus tard en raison d'une anomalie sur le lanceur. Des analyses sont en cours pour en déterminer les causes. Le lanceur a été transféré au bâtiment d'assemblage final pour être remis en configuration de vol. La nouvelle date de lancement n'est pas encore connue.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Au 4^{ème} trimestre 2010, le PIB du Brésil a progressé de 0,7 % par rapport au trimestre précédent. En 2010, le PIB enregistre une croissance de 7,5 % sur un an, soit le taux le plus élevé depuis 1986 (cette performance étant due pour partie à un effet de base, après un recul de 0,6 % du PIB en 2009). Au niveau sectoriel, l'industrie a été performante, avec une valeur ajoutée en progression de 10,1 %, stimulée notamment par le secteur de l'extraction minérale et la construction.

Suriname

L'inflation s'accélère en ce début d'année 2011 : en janvier et février, elle s'établit respectivement à + 14,0 % et + 18,6 % sur un an. Tous les postes sont en hausse, particulièrement les prix des « nourriture et boissons » (+ 20,1 %) et les prix des transports (+ 41,5 %). Cette forte progression des prix s'explique entre autres par la dévaluation du dollar surinamien face au dollar US et la flambée des prix des carburants.

Diplomatie France-Suriname

Le premier ambassadeur du Suriname en France, Harvey Naarendorp, a été nommé par le Président Desi Bouterse. L'ambassade devrait ouvrir à Paris dans les prochains mois.

³ Les autres cantons à renouveler étaient ceux du Maroni, Saint-Georges, Rémire-Montjoly, Cayenne sud-ouest, Kourou.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – février 2011 (Indice base 100 : année 1998)	122,7	+ 0,3 %	+ 2,0 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin février 2011 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin janvier 2011	16 987 4 947	- 1,4 % - 26,1 %	+ 11,9 % - 22,9 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin janvier 2011 Prestations nettes versées en février 2011	10 080 7,7 M€	+ 0,7 %	- 3,5 %
Octroi de mer (Source : Douanes)	Recettes d'octroi de mer- février 2011 Rappel : cumul 2010 des recettes	7,7 M€ 112,2 M€	- 7,6 %	- 6,9 % + 6,1 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – janvier 2011 Rappel : cumul 2010 Importations – janvier 2011 Rappel : cumul 2010 Taux de couverture en cumul - à fin décembre 2010	10,1 M€ 158,3 M€ 90,0 M€ 1 081,8 M€ 11,3 %	+ 20,7 % - 0,9 %	- 37,9 % + 31,8 % + 21,5 % + 13,9 % - 10,8 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin mars 2011 Rappel cumul à fin mars 2010	1 tir Ariane 5 (1 ATV) 0 tir Ariane 5
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (janvier 2011)	9 481 tonnes (+ 4,9 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 0 tonne (production gelée)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – février 2011 Cumul 2011	7 749 tonnes (+ 47,0 % sur un an) 14 654 tonnes (+ 54,0 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin décembre 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin décembre 2010)	943,1 tonnes (- 28,9 % sur un an) 16,4 tonnes (- 32,1 % sur un an) pour 0,1 M€ (- 29,4 %)
Or (Source : Douanes) *	Exportations d'or (janvier 2011)	3,5 M€ (+ 832,2 % sur un an) Pour 0,1 tonne (+ 653,3 %)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières

PRINCIPAUX TAUX D'INTERÊT ET DE CHANGE

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,25%	13/04/2011
Taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011
Taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011

Taux d'intérêt légal

ANNEE	2011	0,38%	JO du 03/02/11
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10

Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/11)

	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
	2,00%	2,00%	2,50%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)

	Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
	0,4902%	0,6672%	0,6780%	0,6483%	0,9020%	1,1760%	1,4850%	1,9270%

Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)

	Décembre	Janvier	Février	Mars
	3,39%	3,50%	3,65%	3,66%

Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)

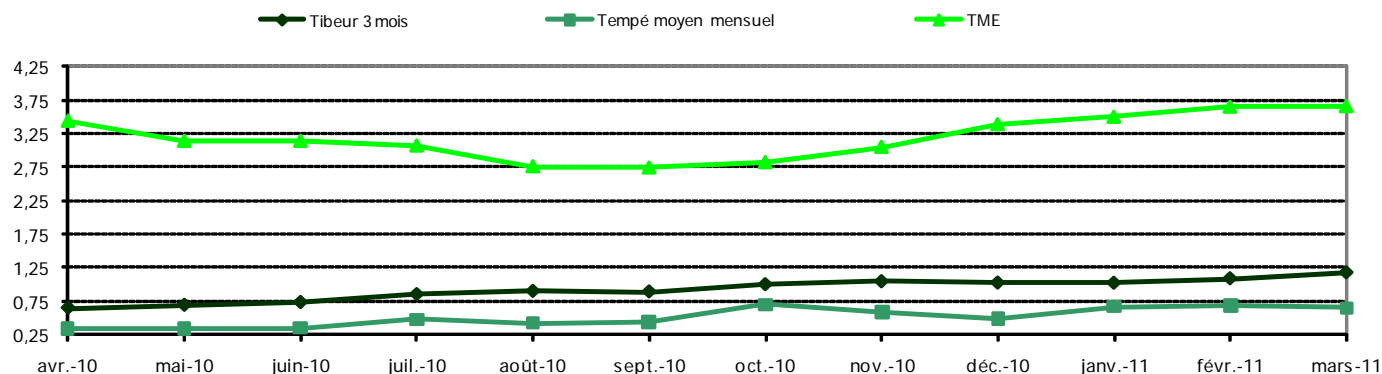
	Décembre	Janvier	Février	Mars
	3,59%	3,70%	3,85%	3,86%

Taux de l'usure (applicable au deuxième trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			Prêts consentis en vue d'achats ou de vente à tempérament		9,12%
Prêts à taux fixe		5,61%	Prêts d'une durée supérieure à 2 ans, à taux variable		5,01%
Prêts à taux variable		5,01%	Prêts d'une durée supérieure à 2 ans, taux fixe		5,77%
Prêts relais		5,99%	Découverts en compte (1)		13,77%
Autres prêts			Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans		5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 1524 €		21,47%			
Découverts en compte, crédits renouvelables et financement d'achats ou de ventes à tempérament		19,53%			
Prêts personnels et autres prêts		8,03%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois. Il s'applique également aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels

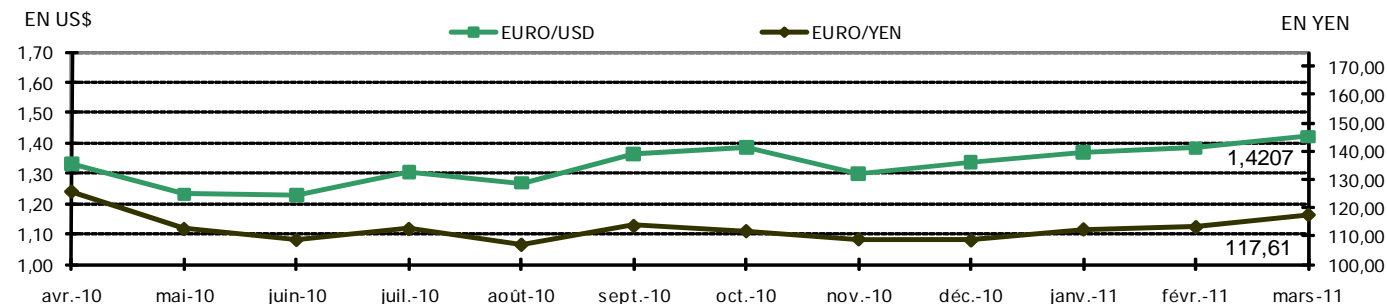
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,4207	EURO/ZAR (Afrique du sud)	9,6507	EURO/SRD (Surinam)	4,67810
EURO/JPY (Japon)	117,6100	EURO/BWP (Botswana)	9,28360	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,53750
EURO/CAD (Canada)	1,3785	EURO/SCR (Seychelles)	17,3551	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,6986
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,88370	EURO/MUR (Maurice)	40,2598	EURO/BBB (La Barbade)	2,83520
EURO/SGD (Singapour)	1,7902	EURO/BRL (Brésil)	2,3058	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	9,10100
EURO/HKD (Hong-Kong)	11,0559	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,08820	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2845,83	EURO/XCD (Dominique)	3,8275	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			